

## Sidérurgie : l'Europe au service de la désindustrialisation.

rechercher

samedi 1er mars 2008, par Collectif

En 25 ans, l'emploi régional du Nord et de la Lorraine, l'indépendance économique nationale et le maintien d'un savoir-faire ont été sacrifiés à l'intérêt du capitalisme mondialisé et prédateur avec la bénédiction politique et le soutien idéologique des institutions européennes. Bien que le prix de l'acier remonte et que la demande reprenne depuis près de 10 ans, nous ne contrôlons plus sa production et ne pouvons espérer le faire avant longtemps.

La production de l'acier fait partie des compétences communautaires depuis la signature du traité de la CECA en 1951 pour une durée de 50 ans. Dans les années 1970, ce secteur est touché par une baisse de la consommation due, en partie, à la substitution de l'acier par l'aluminium et les composants plastiques et par la récession du secteur automobile. À partir de 1977, la politique communautaire cherche officiellement à adapter l'offre à la demande, donc à réduire les capacités de production, moderniser et rationaliser les installations les plus viables. Cela se traduit concrètement par la succession de trois plans :

- ▶ Le Plan Davignon (1981-1985) qui prévoit et réalise la réduction des capacités annuelles de production de 32 millions de tonnes (sur 126 millions) sur 5 ans et la disparition de 250 000 emplois. Il agit aussi sur la limitation des importations.
- ▶ Le deuxième plan acier (1988-1990) qui vise à la suppression de 30 millions de tonnes d'excédents et de 80 000 emplois.
- ▶ Le dernier plan (1993-1995) qui prévoit la suppression de 50 000 emplois et de 30 millions de tonnes d'acier brut et 19 millions de tonnes de produits laminés [1].

Il ne s'agit pas de simples mesures techniques, « socialement douloureuses », visant à restaurer la rentabilité d'un secteur à long terme. Entre 1980 et 1990, les restructurations à grande échelle de la sidérurgie française ont coûté 100 000 emplois auxquels il convient de rajouter ceux induits, que l'on peut estimer à 300 000. La sidérurgie française, moins bien armée que les Konzerne allemands, a été relativement plus touchée que sa voisine d'outre-Rhin. Le coût de cette casse a dépassé les 100 milliards de francs. En 1979, des luttes de grande ampleur avaient pourtant secoué le pays : la manifestation de mars 1979 des sidérurgistes à Paris et les provocations policières qui y ont eu lieu restent dans les mémoires. Alors que la sidérurgie française devient entreprise nationale après 1981, l'Europe du capital pose les exigences du plan Davignon auxquelles s'empresse de répondre le gouvernement socialiste par le plan Fabius de 1984.

Rarement un plan n'avait été aussi massivement rejeté par les sidérurgistes et la population grâce à l'ampleur des luttes. Malheureusement, comme en 1979, les forces réformistes locales - politiques et syndicales - ont cédé aux injonctions du gouvernement. Tournant le dos à l'intérêt des travailleurs et des régions, les fameuses « conventions générales de protection sociale » (CGPS) comportant les congés de conversion, véritables licenciements, sont signées. L'État, les directions des groupes Usinor-Sacilor, disposent alors de véritables outils de casse des usines et des hommes. Cette date (1984), marque un changement dans la stratégie des groupes sidérurgiques. Il leur fallait poursuivre les restructurations, exploiter au maximum les travailleurs pour dégager des profits et mettre en œuvre leur politique de redéploiement à l'étranger.

Pour cela, les directions ont consacré des moyens considérables pour intégrer les salariés à leur politique, évitant ainsi de nouveaux conflits en s'appuyant sur les forces réformistes qui encadrent les salariés. Depuis fin 1985, une bataille idéologique intense est menée pour modifier le comportement des employés, structurée autour d'un projet d'entreprise au nom de la modernisation et du retour à l'équilibre financier. Cette bataille idéologique tente de modifier l'identité des travailleurs qui sont ainsi à même de vérifier que ce qu'ils vivent est juste et qu'on ne peut pas faire autrement. Les salariés qui s'éloignent des idées d'action et d'intervention du syndicat de classe la CGT, s'inscrivent dans la logique patronale qui les conduit à leur propre exploitation au nom du redressement financier, prôné et expliqué par les experts européens. Il en découle une vaste régression sociale : flexibilité, allongement de la durée du travail, multiplication des heures supplémentaires les week-ends et jours fériés, déstabilisation de la vie de famille, recul des salaires, retard des rémunérations dans les classifications, formation générale hors du temps de travail etc. [2]

Après 1990, l'Europe reprend son rôle idéologique de premier plan pour achever la liquidation de l'industrie sidérurgique et abattre la résistance des travailleurs. Devant la colère des sidérurgistes en mars 1993, le Parlement européen joue son numéro désormais bien rodé de « bonne âme au-dessus de la mêlée ». Il demande alors aux États membres et à la Communauté de faire un « effort maximum » pour mobiliser les moyens nécessaires pour atténuer le « coût social » de la restructuration de la sidérurgie européenne. Un acte généreux qui ne coûte pas très cher au parlement car les 5 milliards d'euros qui seraient nécessaires doivent être prélevés dans les caisses de la CECA et des États membres. Peu convaincus par une telle résolution, les syndicats (dont IG Metal en Allemagne) se mobilisent contre la décision de la Commission européenne de supprimer 50 000 emplois et d'importantes capacités de production à brève échéance. Malgré la pression jamais démentie des gouvernements nationaux, du patronat et des institutions européennes, il devient patent depuis plusieurs années que les plans dits « sociaux » sont des échecs. Le journal l'Humanité souligne à cette date la contradiction majeure qui les caractérise : « plus on supprime d'emplois, plus on fragilise les industries, moins on est compétitif, et moins il y a de possibilités de relance industrielle. » [3]

En fin de compte, les actionnaires privés s'en sortent plutôt bien car ils profitent à plein des bons résultats d'Usinor-Sacilor fondés sur une reprise des affaires, une exploitation maximum de sa main-d'œuvre et le bénéfice des investissements réalisés par l'État avant sa privatisation en 1995. Ils peuvent ainsi compter sur la bienveillance du PDG Francis Mer qui déclare avoir « une obligation de résultat devant [ses] actionnaires, mais aucune concernant les effectifs » [4]. La boucle est bouclée avec le lancement de l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor en 2006. Dès lors, ni les salariés, définitivement écartés dans les années 1980, ni les gouvernements nationaux, auto-exclus dans les années 1990, ni l'Union Européenne, qui ne souhaite que « favoriser l'environnement des affaires » mais pas intervenir dedans, ne réagissent devant la tentative de prise de contrôle d'un secteur-clé - ou ce qu'il en reste - de l'industrie par un grand groupe industriel contrôlé par des capitaux internationaux.

Bien sûr, des solutions existent : le superpréfet de la région Lorraine lançait dans les années 1980 qu'« il faut enlever le haut-fourneau de la tête des Lorrains » en inaugurant le parc des Schtroumpfs censé symboliser la relève et tourner la page de la crise industrielle, une bonne occasion de se consoler en revivant les pitreries du schtroumpf-commissaire-européen, champion de la reconversion pour de rire.

### Notes

[1] Il prévoit aussi le contingentement des importations et l'application de droits de douanes sur les produits états-unis. Ce plan est abandonné à mi-parcours à cause du refus des sidérurgistes européens d'appliquer les baisses de leur capacité de production

Imprimer cet article

Envoyer cet article



### Mots-clés

Allemagne

C.E.C.A.

C.G.T.

Délocalisation

Fabius, Laurent

Lutte des classes

Nationalisation

### Dans la même rubrique

Airbus : un outil permettant mis en pièce au profit du capitalisme européen

Sidérurgie : l'Europe au service de la désindustrialisation.

L'industrie européenne sous les coups du patronat

[2] D'après le rapport de la Cellule SOLLAC-FLORANGE publié par *L'Humanité* le 28 novembre 1990

[3] *L'Humanité*, 15 décembre 1993

[4] *L'Humanité*, 2 juin 1995

### **Citer**

Pour citer cet article, merci d'utiliser ces indications:

Collectif, *Sidérurgie : l'Europe au service de la désindustrialisation.*, L'idéologie européenne (<http://www.ideologie-europeenne.fr>)

<http://www.ideologie-europeenne.fr/Siderurgie-l-Europe-au-service-de.html>